

WORLD HEALTH
ORGANIZATION

Palais des Nations
GENEVA - SWITZERLAND
Telegr.: UNISANTE - Geneva



Tel.: 33 10 00 - 33 20 00 - 33 40 00

ORGANISATION MONDIALE
DE LA SANTÉ

Palais des Nations
GENÈVE - SUISSE
Télégr.: UNISANTÉ - Genève

In reply please refer to:
Prière de rappeler la référence:

9 021

SEP 6 - 1963

ACTION

3 September 1963

TO: *Mr. Yassin*
1 *T. L. Smith*
2
3
☒ - Action Completed
☐ - Acknowledged
☐ - No Action Required
INITIALS *TS*

Dear Sir,

We thank you for your cable 156 informing us of your remittance of \$685,577.22 in respect of our invoices for June, July and August 1963.

We note that the above amount does not include \$2,481.30 we reimbursed to Dr. Carneiro for the income tax he was assessed by the Brazilian Tax Authorities and about this deduction you mention on your cable that UN is not liable for this tax.

You will see from the attached documentation that WHO had to reimburse the income tax to Dr. Carneiro because the Tax Authorities refused to grant exemption in his case. We enclose, for your information, a form WHO 217 D - "Contrat entre l'OMS et l'Agent" on which, under Article II, there is a provision for the reimbursément of income tax to agents.

On basis of the above, we assume you will now accept the charge of \$2,481.30 and let us have your remittance in due course.

Yours sincerely,

Ted L. Smith
Ted L. Smith
Chief, Finance

Chief Finance Officer
United Nations Organization
in the Congo
P.O. Box 7248
Leopoldville.

Encl. as stated.

CONTRAT

entre

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ et

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

(ci-après dénommée « l'Organisation »)

d'une part,

et

fonctionnaire médical (ci-après dénommé « l'agent »)

d'autre part,

désireux de définir les conditions dans lesquelles l'agent mettra ses services à la disposition du Gouvernement de la République du Congo (Léopoldville),

ont conclu le présent contrat :

ARTICLE PREMIER

Fonctions de l'agent

Les fonctions de l'agent seront les suivantes :

Le Ministère de la Santé publique de la République du Congo et l'agent pourront, de temps à autre, modifier ces fonctions d'un commun accord, avec participation de l'Organisation.

ARTICLE II

Obligations de l'Organisation

1. L'Organisation versera à l'agent les appointements suivants :

a) Un traitement de base équivalent à U.S. \$ par an, payable mensuellement.

b) Des allocations pour charges de famille, payables mensuellement, d'un montant annuel équivalent à :

- U.S. \$ 200 pour le conjoint,
- U.S. \$ 300 pour chaque enfant à charge,
- U.S. \$ 200 pour une personne indirectement à charge, si l'agent n'a pas de conjoint ou d'enfants à sa charge.

c) Des allocations pour frais d'études pour chaque enfant à charge qui fréquente régulièrement un établissement d'enseignement, d'un montant équivalent à :

- U.S. \$ 400, si l'enfant fait ses études dans un établissement d'enseignement du pays où l'agent a ses foyers ;
- au montant effectif des frais afférents à la fréquentation scolaire jusqu'à concurrence de U.S. \$ 200 par an, si l'enfant fréquente un établissement scolaire qui n'est pas situé dans le pays où l'agent a ses foyers.

Le traitement et les allocations visés au présent paragraphe seront versés, en partie en monnaie du pays d'origine de l'agent et en partie en francs suisses, dans la proportion fixée par l'Organisation ; cette proportion sera fixée lors de la signature du présent contrat, compte tenu des besoins de l'agent.

L'Organisation remboursera tout impôt sur le revenu que le pays dont l'agent est ressortissant ou dans lequel il réside normalement, pourrait prélever sur son traitement, les allocations, les indemnités ou autres émoluments versés à l'agent par l'Organisation.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'Article V du présent contrat, l'Organisation paiera les frais de voyage de l'agent et, si ce voyage est autorisé par le Chef des Opérations Civiles des Nations Unies au Congo, de sa femme et des enfants à sa charge, du lieu où l'agent réside au lieu de son affectation au Congo, et du lieu de son affectation au lieu de son ancienne résidence quand ses fonctions prendront fin. Elle lui versera une indemnité de subsistance pendant la durée du voyage. Les conditions de voyage et le montant de cette indemnité de subsistance seront fixés par l'Organisation.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'Article V du présent contrat, l'Organisation paiera les frais de transport par air des effets personnels de l'agent et de sa famille du lieu où il réside à son lieu d'affectation, quand il prendra ses fonctions, et de son lieu d'affectation au lieu de son ancienne résidence quand ses fonctions prendront fin, à concurrence de 100 kg pour l'agent et de 50 kg pour chacune des personnes à charge dont le voyage est payé par l'Organisation, le poids accordé gratuitement par la Compagnie de transport aérien étant compris dans les poids précités.

4. Si l'agent met fin au présent contrat avant d'avoir accompli 6 mois de service, il perd tous ses droits au paiement, par l'Organisation, des frais afférents à son rapatriement, à celui de sa femme et des enfants à sa charge ainsi qu'à celui de leurs effets personnels.

Si, avant d'y avoir séjourné pendant 6 mois, les membres de la famille de l'agent quittent le Congo, les intéressés perdent tous leurs droits au paiement, par l'Organisation, des frais afférents à leur rapatriement et à celui de leurs effets personnels.

5. L'Organisation versera à l'agent, en monnaie locale, une indemnité d'installation égale à quinze jours d'indemnité de subsistance pour lui-même et, pour chacune des personnes à sa charge, au moment de leur arrivée au lieu d'affectation, une indemnité égale à quinze jours d'indemnité de subsistance. Dans les cas prévus dans le paragraphe 4 du présent article, l'Organisation a droit au recouvrement de l'indemnité d'installation versée pour l'agent et pour les personnes à sa charge.

6. L'Organisation prend à son compte les frais de voyage de l'agent et lui versera une indemnité journalière à l'occasion de tout voyage autorisé dans l'exercice de ses fonctions.

7. L'Organisation versera une indemnité mensuelle d'affectation d'un montant de U.S. \$ 100 pendant la durée des fonctions qu'il exerce en vertu du présent contrat.

8. L'Organisation accordera à l'agent une indemnité variable journalière, dite « de vie chère », fixée en francs congolais.

9. Si, malgré les efforts du Gouvernement et de l'Organisation, il n'est pas possible de mettre gratuitement un logement convenablement meublé à la disposition de l'agent, l'Organisation lui versera une indemnité journalière de logement fixée en francs congolais.

10. Pendant la durée du présent contrat, l'Organisation accordera à l'agent trente jours ouvrables de congés payés.

11. Pour toute période d'invalidité survenant pendant la durée du présent contrat, l'Organisation versera à l'agent le traitement, les allocations et les indemnités lui revenant.

12. L'agent et les personnes à sa charge bénéficieront des prestations d'une caisse d'assurance maladie mise à leur disposition par l'Organisation.

En outre, l'agent sera couvert, aux conditions qui y sont stipulées, par les dispositions du « Contrat d'Assurance contre les Accidents corporels et la Maladie », conclu par l'Organisation avec la « Northern Assurance Company Ltd. ».

A ces fins, le traitement de l'agent sera soumis à retenue.

13. Lorsque l'engagement prévu au présent contrat prendra fin, l'Organisation versera à l'agent, dans la monnaie du pays où il réside normalement, une indemnité de non-titulaire d'un montant égal à 8 % du traitement de base qu'il aura perçu pendant son service.

14. Le présent contrat ne confère pas à l'agent la qualité de fonctionnaire de l'Organisation mondiale de la Santé.

ARTICLE III

Obligations de l'agent

1. L'agent sera responsable envers le Gouvernement de la République du Congo, Ministre de la Santé publique ou son délégué. Dans l'accomplissement de ses fonctions, il ne devra solliciter ni accepter d'instructions d'aucun autre gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure au Gouvernement.
2. L'agent devra, en toutes circonstances, tenir le plus grand compte des buts de l'Organisation et avoir une conduite compatible avec l'exercice des fonctions prévues par le présent contrat. Il ne devra se livrer à aucune forme d'activité incompatible avec les buts de l'Organisation ou l'exercice de ses fonctions auprès du Ministère de la Santé publique. Il devra éviter tout acte et, en particulier, toute déclaration publique de nature à le discréditer ou incompatible avec l'intégrité, l'indépendance et l'impartialité que ses fonctions exigent. Il n'aura pas à renoncer à ses sentiments nationaux ou à ses convictions politiques ou religieuses, mais il devra, à tout moment, observer la réserve et le tact que lui imposent ses fonctions. Il est interdit à l'agent d'exercer la profession médicale à titre privé.
3. L'agent devra observer la plus grande discrétion sur toutes les questions officielles. Sauf dans l'exercice de ses fonctions ou avec l'autorisation du ministère de la Santé publique, il ne devra à aucun moment communiquer à qui que ce soit ou utiliser dans son intérêt propre un renseignement dont il aura eu connaissance du fait de sa situation officielle auprès du Gouvernement et qui n'aura pas été rendu public. La cessation des fonctions prévues dans le présent contrat ne le dégagera pas de ses obligations.

ARTICLE IV

Durée du contrat

Sous réserve des dispositions de l'Article V ci-dessous, le présent contrat est conclu pour une période d'un an à partir du

ARTICLE V

Fin du contrat

1. Chacune des parties peut mettre fin à tout moment au présent contrat, moyennant préavis de trois mois donné par écrit. A l'exception des cas prévus dans les paragraphes 2, 3 et 4 du présent Article, lorsque l'Organisation met fin au contrat, elle versera à

En foi de quoi, les soussignés ont apposé leur signature.

L'agent :

l'agent une indemnité équivalant à une semaine de traitement pour chaque mois de service qui reste à accomplir en vertu du contrat.

2. D'autre part, le présent contrat pourra être résilié par l'Organisation, moyennant préavis d'un mois donné par écrit, lorsque l'Organisation ou le Gouvernement du Congo ou les Nations Unies au nom de ce Gouvernement, seront en mesure d'offrir un contrat à l'intéressé à des conditions approximativement équivalentes à celles du présent contrat.

L'acceptation par l'agent du contrat qui pourrait lui être offert mettra fin aux obligations qui incombent à l'Organisation, en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'Article II du présent contrat, en ce qui concerne le paiement des frais de voyage de l'agent et de sa famille et le paiement des frais de transport de leurs effets personnels, depuis le lieu de l'affectation de l'agent au lieu de son ancienne résidence.

3. Le présent contrat pourra être résilié sous préavis d'un mois donné par écrit si l'intéressé ne s'acquitte pas de son travail de façon satisfaisante. Par services non satisfaisants, il faut entendre le fait que l'agent ne s'acquitte ou ne peut pas s'acquiescer des fonctions afférentes au poste auquel il est affecté, ou le fait que l'intéressé n'entretient pas des relations de travail satisfaisantes avec les autres personnes avec lesquelles il est appelé à travailler.

4. Le présent contrat pourra être résilié par le licenciement de l'agent pour faute grave. L'agent ne pourra faire l'objet d'une mesure de licenciement pour faute grave avant d'avoir reçu notification par écrit des accusations portées contre lui et d'avoir eu la possibilité de répondre à ces accusations.

ARTICLE VI

Règlement des différends

L'Organisation arrêtera une procédure d'arbitrage permettant d'examiner et de régler les différends survenus entre elle et l'agent et dans lesquels celui-ci invoquerait l'inobservation des clauses du présent contrat.

ARTICLE VII

Dispositions générales

1. Le présent contrat entrera en vigueur dès sa signature.
2. Le présent contrat pourra être modifié d'un commun accord entre l'Organisation et l'agent.

Le Directeur général de
l'Organisation mondiale de la Santé

pour le Directeur général
et par ordre :

(date)

(date)

cy335 (onuc)

UNITED NATIONS
TELECOMMUNICATIONS
1963 SEP 20
19133

FIN

RECEIVED
IN REGISTRY
2 SEP 1963
W.H.O.
GENEVA

yz446 cy335 (onuc) f leopoldville 65/63 30 1705z p1/52/50 =

etat

univante

genava =

lgva 156 smith from sward new 132. june, july and august
invoices settled today per our request for payment number 63-38
to the controller newyork. for dollars 685,577.22 repre-
senting total of above invoices less dollars 2,481.30
deducted from august invoice for 1962 income tax in =

p2/13 =

respect of dr carniero as the un is not liable for this tax +

ent 156 132 63-38 685,577.22 2,481.30 1962 ++

RECEIVED
-2 SEP 1963

RM

HQS:63/10098

WORLD HEALTH ORGANIZATION

LAW

VOUCHER

Being:

Payment to : Dr. Wilson Pacifico CARNEIRO
c/o WHO, Leo.

Funds:

REG.

No. HQS:63/10098

Date

A/c Lloyds Bank (F) Ltd., Geneva

Cheque No.

/T

12 AOUT 1963

G.L.	Commitment	Account - Details	Code	Currency	Re	DR	US \$	Liquidation
81	3031/201	Brazilian Income tax for year 1962 as per income tax receipt attached					2,481.30	
Approved		Signature for receipt:			Net amount \$		2,481.30	
		Cheque/Letter mailed Date:			Sw.Fr.		10,719.20	
					Received		Paid	

12 AOUT 1963

12 JUL 1963

Gandajika, le 13 juillet 1963.

Monsieur:

Réf.: 6.142, du 21.6.63

1. Ci-joint, je vous passe ma déclaration d'impôt sur le revenu, demandée en votre lettre en référence, annexée de certaines pièces en faisant partie intégrante: certificat de dépôt de déclaration, déclaration de biens au 31.12.62, liste de revenu payé.

2. Étant donné que M. Carvin s'était étonné que j'aie dû payer cet impôt chez moi, je tiens à vous renseigner, à toutes fins utiles, des circonstances suivantes:

Dans l'entretien que j'ai eu au Bureau fédéral des Finances local, à Vitória, Brésil, on m'a allégué, avec bien de raison, après connaître le texte de mes divers contrats, que selon mon premier contrat j'étais membre de l'OMS et la législation en la matière m'accorde l'exemption de l'impôt, de même qu'aux "fonctionnaires diplomatiques de carrière et d'autres", mais ma situation changeait complètement en 1962, étant donné que le contrat initial (4.6.61 au 30.6.62) avant de prendre fin était remplacé par le deuxième (1.1. au 31.12.62) qui ne m'accordait plus la condition de fonctionnaire de l'OMS, et ipso facto le statut international, ce qui fonctionnellement revenait de même, mais cependant technique et juridiquement c'était une chose toute autre, et par conséquent, j'étais passible de taxation sur mes revenus sous toutes formes y décrites: salaires, allocations de famille, prime de fin de service, indemnité d'affectation, d'installation, de logement et de "vie chère", tout cela calculé en US\$ et converti au taux de change en vigueur au 31.12.62.

3. Après avoir examiné les pièces faisant l'objet de la présente lettre, je vous prie de bien vouloir me les renvoyer car elles sont les seuls exemplaires dont je dispose pour ma gouverne. Néanmoins, si le Service des Finances aurait besoin d'en demeurer en possession, je vous serais gré de me les confier en vue d'en tirer une copie authentique et je m'engagerais à vous les retourner aussitôt que possible.

Entretiens, veuillez bien croire, Monsieur, à toute ma considération.


Dr. W. P. CARNEIRO

Annexes: Pièces indiquées.

Monsieur le Chef du
Service des Finances
OMS - Palais des Nations
Genève, Suisse

Léopoldville, le 15 juin 1963

M. Carvin:

Compte tenu des dispositions de mon contrat de 1962, je vous transmets ci-joint deux quittances concernant l'impôt sur le revenu, payé récemment, ayant incidé sur les salaires et les allocations que j'ai touchées en cette année-là.

Je vous prie de demander que ce remboursement se fasse à mon compte à la Lloyd's Bank, Genève.

Je vous en remercie en avance;

W. P. Carneiro
Dr W. P. CARNEIRO

Annexes: 2 reçus indiqués.

M. Pierre J. M. CARVIN
Administrateur OMS
Léopoldville

Approved
TLF

63/3031/201

1.505.150.70 X 5.453.066.50
5.513.066.50

1488.776 B 2481.30
600
SF 10.719.20

ESTADOS UNIDOS DO BRASIL

Mod. T-2

DIVISÃO DO



IMPÓSTO DE RENDA

(REPARTIÇÃO)

Exercício de 1963

Certifico que o (s) Sr. (s)

Wilson Pinheiro Carneiro
N.º 1643

entregou (aram) a declaração de sua renda que recebeu o número acima
para exame, lançamento e pagamento do imposto do exercício de 1963,
nos termos do regulamento em vigor.

10 de 5 de 1963

Servidor

REGISTRO DE ENTREGA DE DECLARAÇÃO - Mod. DMF - 5.033

Departamento de Imprensa Nacional -



MINISTÉRIO DA FAZENDA
DIVISÃO DO IMPOSTO DE RENDA
PESSOA FÍSICA
(Pagamento no ato de entrega
da declaração)

CERTIFICO QUE:

NOME: Dr. Wilson Pacifico Carneiro
END.: Vitória - E. Santo
ESTADO:

EXERCÍCIO

19

63

PAGOU a esta Exatoria a importância abaixo discriminada:

RECIBO N.º 13

ATO DE ENTREGA DA SUA DECLARAÇÃO DE RENDIMENTOS

1643 - 1963, relativa ao imposto de renda:

RENDA ORDINÁRIA

Imposto de Renda Cr\$ 1.254.150,70

Decreto-lei n.º 3.200 Cr\$

Cr\$ 1.254.150,70

RENDA EXTRAORDINÁRIA

Imposto de Renda - Multa % Cr\$

Decreto-lei n.º 3.200 - Multa % Cr\$

Cr\$

TOTAL Cr\$ 1.254.150,70

(Hum milhão duzentos e cinquenta e quatro mil cento e cinquenta cruzeiros e setenta centavos) JM 63

Alf. Vitória

(Exatoria - espécie a sede)

(ESCRIVÃO)

(EXATOR)

Recibo de pagamento no ato exatorial (Pessoa Física) - Mod. DMF - 5.019

Mod. R-1



MINISTÉRIO DA FAZENDA
DIVISÃO DO IMPOSTO DE RENDA
PESSOA FÍSICA
(Pagamento no ato de entrega
da declaração)

CERTIFICO QUE:

NOME: Dr. Wilson Pacifico Carneiro
END.: Vitória - E. Santo
ESTADO:

EXERCÍCIO

19

63

PAGOU a esta Exatoria a importância abaixo discriminada:

RECIBO N.º 14

ATO DE ENTREGA DA SUA DECLARAÇÃO DE RENDIMENTOS

1963, relativa ao imposto de renda:

RENDA ORDINÁRIA

Imposto de Renda Cr\$

Decreto-lei n.º 3.200 Cr\$

Cr\$

RENDA EXTRAORDINÁRIA

Imposto de Renda - Multa % Cr\$

Decreto-lei n.º 3.200 - Multa % Cr\$

Cr\$

TOTAL Cr\$ 251.000,00

(Duzentos e cinquenta e um mil cruzeiros) JM 63

Alf. Vitória

(Exatoria - espécie a sede)

(ESCRIVÃO)

(EXATOR)

Recibo de pagamento no ato exatorial (Pessoa Física) - Mod. DMF - 5.019

Mod. R-1



MINISTÉRIO DA FAZENDA

DIVISÃO DO IMPOSTO DE RENDA
DECLARAÇÃO DE RENDIMENTOS

Exercício de 19... **63**
Ano (base) de 19... **62**

PA... SO DA REPARTIÇÃO CARIMBO NÚMERO

63/11643-Vit.

NOME... **Dr. WILSON PACÍFICO CARNEIRO**

RESIDÊNCIA... **Rua Padre Nóbrega, 10**

TELEFONE... **4.610**

PRÉDIO PRÓPRIO? **não**

PARA A ENTREGA DA NOTIFICAÇÃO

ENDEREÇO... **Rua Padre Nóbrega, 10**

BAIRRO OU LOCALIDADE...

MUNICÍPIO... **Vitoria**

ESTADO... **Espírito Santo**

N.º de Inscrição

Setor

(*) As notificações entregues no endereço serão consideradas recebidas pelo contribuinte, para todos os efeitos legais.

Profissão... **Médico**

Nacionalidade... **Bras.** Data de nascimento... **19.3.22** Estado Civil... **Casado**

Nome do cônjuge... **Maria Helena de Araujo Carneiro**

Regime do casamento... **comunhão**

Esta declaração abrange os rendimentos do casal? **sim**

Apresentou declaração para o exercício anterior? **sim** Onde? **D.F.I.R. - Vitoria**

Número de dependentes: filhos menores ou inválidos, filhas solteiras (mesmo maiores) filhas viúvas sem economia própria, filhas casadas e abandonadas sem recursos, ou descendentes sem arrimo de pais, ascendentes e criação e educação de menores de 18 anos sem arrimo...

CÓDIGO

CÉDULA	RENDIMENTO BRUTO (Cr\$)	DEDUÇÕES (Cr\$)	RENDIMENTO LÍQUIDO (Cr\$)	TAXAS	IMPOSTO CEDULAR (Cr\$)
A				3%	
B				10%	
C	5.453.066,50	---	5.453.066,50	1%	54.530,70
D				2%	
E	60.000,00	---	60.000,00	3%	1.800,00
F					
G					
H				5%	
SOMAS			5.513.066,50		56.330,70
(-) ABATIMENTOS...			881.211,00		
Imposto Complementar sobre a RENDA LÍQUIDA...			4.628.825,50		1.198.150,20
PESSOA FÍSICA	PARA USO DA REPARTIÇÃO				IMPÔSTO TOTAL (Cedular e Complementar)...
					IMPÔSTO TOTAL (Cedular e Complementar)...
					MENOS: Imposto pago ou descontado na fonte...
					Imposto devido...
					Desconto de...% (pagamento antecipado)...
					IMPÔSTO A PAGAR...
					Dec. Lei 3 200, de 19/4/41 (Lei de Proteção à Família):
					a) Solteiro ou viúvo, maior de 25 anos, sem filhos: 15%
					b) Casado, maior de 25 anos, sem filhos: 10%
					c) Maior de 45 anos, com um só filho: 5%
					ADICIONAL RESTITUÍVEL (Leis n.º 1474/51 e 2973/56):
					Até Cr\$ 250 mil... 15% 37.500,00
					De Cr\$ 250 mil a Cr\$ 1 milhão 20% 150.000,00
					Acima de Cr\$ 1 milhão 25% 63.600,00
					MULTA - Imposto de Renda...
					Decreto-Lei n.º 3 200...
					TOTAL A PAGAR...

DECLARO haver incluído no presente documento todos os rendimentos auferidos no ano de base a que se refere, bem como serem verdadeiros as deduções, os abatimentos e as demais informações nele contidas.

Vitoria

em 10 de maio

de 1963

Assinatura do contribuinte ou de seu procurador

RENDIMENTOS DAS CÉDULAS

CÉDULA	ESPÉCIE DE RENDIMENTO	FONTE PAGADORA E LOCALIDADE	IMPORTÂNCIA	OBSERVAÇÕES
C	Salários, abonos e gratificações a diversos títulos	ORGANIZAÇÃO MUNDIAL DE SAÚDE - Palácio das Nações - Genebra - Suíça	cr\$. 5.453.066,50	

RENDIMENTOS DAS CÉDULAS E (Imóveis) e H (Imóveis e móveis) (2)

CÉDULA	NOME DO LOCATÁRIO E LOCAL DE CADA IMÓVEL (3)	ALUGUEL ANUAL	IMPOSTOS E TAXAS
E	Sargento João Marinho Avenida Nossa Senhora da Penha, 14 I b e s - Vitória, Vila Velha	60.000,00	---

RENDIMENTOS DA CÉDULA G (4)

FORMA A: Valor da (s) propriedade (s); representadas pelas terras exploradas; pastagens, construções, benfeitorias, maquinismos, máquinas agrícolas, culturas permanentes, gado de trabalho e de renda.

RENDIMENTO LÍQUIDO PRESUMIDO - 5% do valor acima

FORMA B: RENDIMENTO LÍQUIDO REAL; apurado por meio de escrituração, conforme demonstração Anexa.

(1) Discriminar os rendimentos em cada cédula; por espécie e por fontes pagadoras.

(2) Se o espaço não for o suficiente; completar a discriminação em folha à parte.

(3) Nos casos de condomínio, indicar essa circunstância.

(4) Indicar a denominação e a localidade de cada propriedade e discriminar o respectivo valor em impresso próprio.

ABATIMENTOS DA RENDA BRUTA

1) JUROS DE DÍVIDAS PESSOAIS, excetuados os decorrentes de empréstimos contraídos para manutenção ou desenvolvimento de propriedades agrícolas, até o limite de Cr\$ 500 000,00, ou, quando superior a essa importância, até 50% da renda bruta declarada, ressalvados os casos previstos na lei (*).	
2) PRÊMIOS DE SEGURO DE VIDA pagos a companhias nacionais ou autorizadas a funcionar no país, quando indicados o nome da seguradora e o número da apólice, até o limite de Cr\$ 150 000,00, não podendo ultrapassar, em cada caso, a 1/6 da renda bruta declarada, nem ser incluído o seguro do tal a prêmio único. Caixa de Seguro da Org. Mundial Saude - Boença	86.241,00
3) PERDAS EXTRAORDINÁRIAS, quando decorrerem exclusivamente de casos fortuitos: incêndio, tempestade, naufrágio ou acidente da mesma ordem, desde que não compensados por seguros ou indenizações (juntar comprovantes).	
4) CONTRIBUIÇÕES E DOAÇÕES feitas às instituições filantrópicas e de pesquisas científicas, constituídas no país e em funcionamento regular, reconhecidas de utilidade pública, desde que preenchidas as formalidades da Lei n.º 3.830, de 25-11-1960.	
5) GASTOS COM PROSPECÇÃO DE JAZIDAS MINERAIS, desde que autorizadas por decreto federal, quando certificadas pelo Departamento Nacional da Produção Mineral as despesas efetuadas (juntar comprovantes).	
6) SUBTOTAL	86.241,00
7) ENCARGOS DE FAMÍLIA: cônjuge; filho menor ou inválido; filha solteira, viúva sem arrimo, ou abandonada sem recursos pelo marido; descendente menor ou inválido sem arrimo dos pais (**).	798.000,00
8) CRIAÇÃO E EDUCAÇÃO de menor de dezesseis anos, pobre (juntar comprovantes).	
9) PRESTAÇÃO DE ALIMENTOS em virtude de sentença judicial ou admissíveis em face da lei civil a ASCENDENTES e a IRMÃO ou IRMÃ, por incapacidade de trabalho (juntar comprovantes).	
10) PAGAMENTOS FEITOS A MÉDICOS E DENTISTAS e DESPESAS DE HOSPITALIZAÇÃO do contribuinte e pessoas compreendidas como encargo de família ou dependentes, desde que sejam especificados e comprovados, podendo ser feita a indicação do cheque pelo qual foi efetuado o pagamento, na falta de documentação.	
11) TOTAL	884.241,00

(*) Informar os rendimentos pagos, nos impressos próprios.

(**) Sómente serão computados os filhos que não tiverem rendimentos próprios ou, se os tiverem, quando tais rendimentos estejam incluídos na declaração. Aos menores se equiparam os maiores até 24 anos que ainda estejam cursando estabelecimento de ensino superior.

ENCARGOS DE FAMÍLIA PARA OS EFEITOS DO DECRETO-LEI N.º 3.200, de 1941

FILHOS (legítimos, legitimados, naturais reconhecidos e os legalmente adotados), inclusive os maiores e os falecidos, ou DEPENDENTES

NOME	DATA DE NASCIMENTO	LOCAL DE REGISTRO	SEXO	ESTADO CIVIL	AUFERIU RENDIMENTOS NO ANO-BASE?
1) José Alberto	4.6.1955	Rio de Janeiro	M	S	Não
2) Iva Maria	12.8.1956	Colatina-ES	F	S	Não
3) Wilson	16.2.1958	Colatina-ES	M	S	Não
4) Helena	2.12.1959	Vitoria -ES	F	S	Não
5) Ernesto	20.2.1961	Vitoria -ES	M	S	Não
6)					
7)					
8)					
9)					
10)					

MINISTÉRIO DA FAZENDA DIVISÃO DO IMPOSTO DE RENDA DELEGACIA..... DO IMPOSTO DE RENDA EM Vitoria - Espírito Santo PESSOA FISICA - Exercício de 19... 63 Ano-base de 19... 62 CERTIFICADO que o Sr. Dr. Wilson Pacifico Carneiro entregou as declarações de seus rendimentos e de bens que receberam o número à margem, para posterior exame, lançamento e pagamento do imposto, nos tér- mos da legislação em vigor e relativas ao exercício de 19... 62	PARA USO DA REPARTIÇÃO - CARIMBO Número de inscrição
---	---

DECLARAÇÃO DE BENS	
De acordo com o art. 51 da Lei 4.069 de 11/6/62, a declaração de bens compreenderá: prédios, terrenos, direitos reais e imóveis, direitos e ações definidos no art. 931 do Código de Processo Civil, dinheiro, semoventes, veículos, jóias, metais preciosos e qualquer outra espécie de bens patrimoniais, excetuados os móveis e utensílios de uso doméstico e o vestuário	
Dr. Wilson Pacifico Carneiro <small>nome</small>	
Rua Padre Nobrega, 10 <small>endereço (rua, número, bairro, cidade)</small>	
nascido em 19... 3... 1922 em Sobral (Ceará) casado em comumhão com <small>regime do casamento</small>	
Maria Helena de Araújo Carneiro <small>nome do cônjuge</small>	
vem declarar, para efeitos legais, os bens e direitos constitutivos de seu patrimônio, em 31 de dezembro de 19... 62 , na forma do artigo 51 da Lei 4.069 de 11/6/62, no valor de Cr\$ 6.486.000,00 conforme especificação abaixo:	
DISCRIMINAÇÃO	VALOR (Cr\$)
1 Casa à Avenida Nossa Senhora da Penha n. 27 escritura arquivada no Reg. Imóveis de Vila Velha (ES) sob n. 9633/62	1.500.000,00
1 Máquina Fotográfica ZEISS-IKON	86.000,00
1 Projetor ZEISS	60.000,00
1 Relógio de ouro de senhora	150.000,00
1 Relógio de aço de homem (ROLEX)	90.000,00
1 Terreno em Vila Velha (ES), escritura arqui- vada no Registro de Imóveis sob n. 9988/62.	600.000,00
Em dinheiro corrente	4.000.000,00

RECIBO

Dr. Wilson Pacifico Carneiro
(Nome do informante)

Rua Padre Nobrega, 10
(Endereço)

RELAÇÃO DOS RENDIMENTOS PAGOS NO ANO DE 1962

Número de ordem	NOME E ENDEREÇO DO BENEFICIÁRIO	RENDIMENTO	
		Natureza	Importância
1	Território de INONGO (Congo)	Aluguel	17.100,00
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			
21			
22			

OBSERVAÇÕES:

OBSERVAÇÕES:

Victoria,
Rio de Janeiro, em 10 de maio de 19 63.

Wilson P. Carneiro
(Assinatura do informante)

Leopoldville, le 20 Septembre 1963

N° 1758/GAB/EDN/63/CRL/ADM.

A Monsieur le Premier Ministre
Gouvernement Central

LEOPOLDVILLE/KALINSA.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai appris qu'une mission de la Banque Mondiale se rendrait au Congo en octobre prochain pour une étude de l'économie du Pays.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire les démarches nécessaires auprès de la Banque Mondiale pour que, dans le cadre général de l'étude projetée, la mission examine les problèmes posés par le développement de l'éducation et son lien avec ainsi que les liens entre ce développement et celui de l'économie nationale.

D'après les renseignements qui m'ont été fournis par la mission de l'Unesco, la Banque Mondiale a déjà effectué dans plusieurs pays des études globales comprenant les problèmes de l'éducation et elle peut accorder, par l'intermédiaire de l'Association internationale de Développement, des prêts à long terme et à faible intérêt pour aider des gouvernements à financer le développement de certains secteurs prioritaires de l'enseignement.

Comme vous le savez, l'effort entrepris par le Gouvernement en vue du développement de l'enseignement secondaire et technique, vital pour l'économie du pays, a donné des résultats très encourageants mais comporte des sacrifices très lourds pour le Trésor, notamment en devises étrangères.

Il me semble donc qu'il pourrait être très utile pour l'avenir de notre Pays que la Banque se penche sur ce problème.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma haute considération.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

